



Politique / Monde

Italie and Co: les populistes coûtent cher à leurs pays

Temps de lecture : 3 min

Eric Le Boucher — 10 août 2019 à 9h00

Les démagogues qui promettent monts et merveilles à l'électeur qui leur accorde leur vote, se retrouvent les plus coincés une fois élus.



Le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini, le 9 juillet 2019. | Andreas Solaro / AFP

En Italie, sitôt appris la nouvelle que [Matteo Salvini rompait l'alliance gouvernementale formée avec le Mouvement 5 étoiles](#), le spread italien a grimpé à 2,37%. Le spread mesure la différence du taux d'intérêt des emprunts (les obligations) à 10 ans du gouvernement italien par rapport à l'équivalent de la République fédérale d'Allemagne. Cela signifie que l'Italie de Salvini paie d'autant plus cher ses emprunts.

Cela peut paraître assez peu, pendant longtemps l'Italie empruntait à 5%, la Grèce pendant la crise à plus de 20%. Mais la période récente a vu tous les taux d'obligations des États reculer fortement et devenir négatifs. L'Allemagne emprunte à -0,5%, c'est-à-dire que ce sont les prêteurs qui paient pour avoir le droit de placer de l'argent dans les Bunds germaniques. La *Tranquillität* est à ce prix.

Du coup le prix italien apparaît comme ce qu'il est: très élevé.

À LIRE AUSSI Les minibots de Matteo Salvini peuvent-ils (vraiment) se substituer à l'euro?

Comme Rome est très endettée, à 2.370 milliards d'euros soit 130% du PIB, le gouvernement doit chaque année verser 65 milliards d'intérêt, autant que le budget de l'Éducation nationale. Depuis un an, et l'arrivée du gouvernement Conte issu de l'alliance de la Ligue du Nord et de 5 étoiles, le surcoût provoqué par la hausse du spread a été estimé à 5 milliards par an par le gouverneur de la Banque d'Italie.

Les démagogues tenus en laisse

Les marchés financiers sont les surveillants des gouvernements. Surveillance les yeux fermés pour les pays vertueux, d'un œil bienveillant pour les pays bons élèves, et à la jumelle méfiante pour les pays qui prétendent se «libérer» de leurs contraintes budgétaires et qui discourent sur le thème «la politique doit s'imposer à l'économie». C'est le paradoxe, les démagogues qui promettent monts et merveilles à l'électeur qui leur accorde leur vote, puis ils se retrouvent les plus coincés une fois élus. Les populistes sont tous dans ce cas-là: leur pire ennemi s'appelle le spread. La démagogie est tenue en laisse.

Matteo Salvini comme Boris Johnson ou Marine Le Pen trouvent illégitime cette inversion des forces et ils dénoncent «la mainmise des marchés», l'argent sans frontière, l'oligarchie internationale. Mais plus ils crient fort, plus la laisse est raccourcie autour de leur cou, le spread se resserre. Et le-dit gouvernement est pris au piège: ses promesses hors budget inquiètent les marchés qui augmentent les taux d'intérêt ce qui a pour effet d'éponger plus encore des crédits que le gouvernement promettait de consacrer aux ménages-électeurs. Le démagogue se retrouve encore plus à court que le social-

démocrate qu'il a «dégagé», il est privé de moyens, il doit être encore «moins» social que lui.

Les marchés jouent ainsi le plus souvent le rôle de «troisième tour» politique, comme un retour du bâton renvoyé aux électeurs crédules qui se sont laissés bernés par les Salvini, Johnson ou Le Pen. Les hurlements des extrémistes de gauche et de droite contre «le déni de démocratie» que constitueraient ce pouvoir des marchés est audible sur le fond. Encore faudrait-il aller au bout du raisonnement et s'interroger dans une démocratie sur le respect de la propriété privée des prêteurs. Il faudrait logiquement dire qu'il faut les spolier. Mais le dire est voir à coup sûr le spread exploser.

À LIRE AUSSI [Rome n'est plus insensible au discours de Salvini](#)

Perte de richesse

Le populiste est ainsi pris au piège et il faut l'avouer cette «leçon de chose» donnée par les marchés est très jouissive pour les démocrates qui se désespèrent de voir les populistes gagner. Les marchés rappellent à la réalité, ils renvoient les démagogues à leur démagogie.

L'autre arme des marchés est le taux de change. L'Italie a l'euro (elle peut s'en féliciter en ce moment!), le jeu porte sur les taux d'intérêt. Mais la Grande-Bretagne voit-elle non seulement ses taux se tendre mais la valeur de la livre sterling chuter. Elle vaut 1,07 euro contre 1,17 il y a trois ans avant le vote pour le Brexit. Comme pour l'Italie avec le spread, la chute du change n'est pas (pas encore) catastrophique (10%) et on peut y voir un avantage de compétitivité. Mais c'est quand même une perte de richesse de 10% de chaque Britannique. Les démagogues coûtent cher.

En savoir plus:

Eric Le Boucher Cofondateur de Slate.fr

NEWSLETTERS

La quotidienne de Slate

Une sélection personnalisée des
articles de Slate tous les matins
dans votre boîte mail.

Votre e-mail

S'abonner

Slate x Titiou

Tous les vendredis matin,
l'humeur de Titiou Lecoq et sa
sélection du meilleur des
internets.

Votre e-mail

S'abonner

La quotidienne de **korii**.

Retrouvez chaque matin le
meilleur des articles de korii, le
site biz et tech par Slate.

Votre e-mail

S'abonner



L'UE est-elle coupable de crimes contre l'humanité pour les naufrages en Méditerranée?

Une plainte a été déposée auprès de la Cour pénale internationale en juin dernier.

Kerstin Canson — 17 août 2019 — Temps de lecture : 7 min



En Russie, du pain et des jeux pour oublier les manifestations

Depuis deux semaines, des festivals apparaissent comme par magie les jours de manifestation.

Repéré par Léa Poverini — 10 août 2019 — Temps de lecture : 2 min

Les États-Unis ne pourront battre la Chine que s'ils tirent les leçons de la Guerre froide

L'administration Trump ne cesse d'ignorer les leçons de l'histoire qui ont permis la chute de l'URSS.

Stephen M. Walt — 9 août 2019 — Temps de lecture : 13 min